

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Le dix avril deux mille vingt-quatre, à vingt heures, le Conseil Municipal, légalement convoqué le cinq avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à la Mairie sous la présidence de Madame DELAUNAY Jacqueline, Maire.

NOMBRE de CONSEILLERS	
EN EXERCICE	20
PRÉSENTS	16
QUORUM	11
POUVOIRS	0
VOTANTS	16

Étaient présents : M. DILÉ Maurice – Mme LEFORT Sophie – M. POITOU Nicolas – Mme RAUD Virginie – M. BARANGER Arnaud, Adjoints
Mme ONILLON Blandine – M. RIGOULAY Michel, Conseillers délégués
M. FONTENEAU Jean-Claude – Mme CHERBONNIER Georgette – M. SAUVÊTRE Pascal – Mme LEROUX Sandrine – Mme ÉMERIAU Maud – M. BONNIN Daniel – Mme CHARBONNIER Laëtitia – M. JOBARD David

Était absent excusé : Mme COMPARAT Laure, Mme GUINEBERTEAU, Mme CASSIN Inès, M. BELLANGER Fabien

Secrétaire de séance : M. DILÉ Maurice

DCM2024.034 – BAIL COMMERCIAL EN FAVEUR DE CARREFOUR PROXIMITE

Madame le Maire expose à l'assemblée que Patrick CHUPIN, actuel gérant du G20 et détenteur d'un bail pour l'exploitation de son activité commerciale localisée dans un bâtiment appartenant à la commune a décidé de mettre un terme à son activité et de céder son fonds de commerce à CARREFOUR PROXIMITE FRANCE.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2121-29,

Vu le Code du Commerce, et notamment ses articles L.145-1 et suivants,

Vu le projet de bail commercial annexé,

Considérant la décision de Monsieur CHUPIN et la volonté de CARREFOUR PROXIMITE FRANCE de reprendre le fonds de commerce appartenant à ce dernier,
Considérant que la commune de Trémentines est propriétaire du local commercial impliqué dans l'accord entre Monsieur CHUPIN et CARREFOUR PROXIMITE, local situé rue Maurice Ravel,

Madame le Maire demande au Conseil Municipal de l'autoriser à signer un nouveau bail avec CARREFOUR PROXIMITE pour ce local d'une surface de plancher de 581m² étant convenu que l'entrée en vigueur de ce bail serait fixée au 1^{er} juillet 2024 pour une durée de NEUF ANS (9 ans).

Madame le Maire demande au Conseil Municipal de fixer le loyer annuel à QUARANTE DEUX MILLE EUROS HORS TAXE (42.000 € HT).

DELIBERE

Madame le Maire demande aux élus présents de bien vouloir se prononcer sur la proposition :

Nombre de Votants	16
Abstention	0
Voix « Contre »	0
Voix « Pour »	16

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents, le Conseil Municipal :

FIXE le loyer annuel du local commercial appartenant à la commune à QUARANTE DEUX MILLE EUROS HORS TAXE (42.000 € HT).

AUTORISE Madame le Maire à signer tous les actes ayant trait au bail du local commercial, ceci en faveur de CARREFOUR PROXIMITE FRANCE.

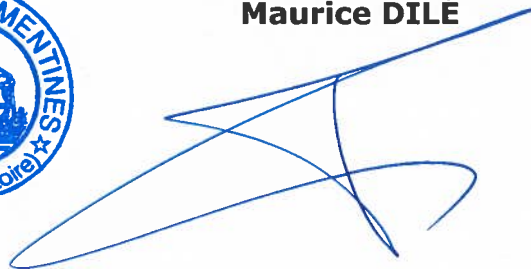
Fait et délibéré les jours, mois et an susdits. Au registre suivent les signatures.

A Trémentines, le 10 avril 2024.

LE MAIRE
Jacqueline DELAUNAY



Le SECRÉTAIRE de séance
Maurice DILÉ



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Le dix avril deux mille vingt-quatre, à vingt heures, le Conseil Municipal, légalement convoqué le cinq avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à la Mairie sous la présidence de Madame DELAUNAY Jacqueline, Maire.

NOMBRE de CONSEILLERS	
ENEXERCICE	20
PRÉSENTS	16
QUORUM	11
POUVOIRS	0
VOTANTS	16

Étaient présents : M. DILÉ Maurice – Mme LEFORT Sophie – M. POITOU Nicolas – Mme RAUD Virginie – M. BARANGER Arnaud, Adjoints
Mme ONILLON Blandine – M. RIGOULAY Michel, Conseillers délégués
M. FONTENEAU Jean-Claude – Mme CHERBONNIER Georgette – M. SAUVÊTRE Pascal – Mme LEROUX Sandrine – Mme ÉMERIAU Maud – M. BONNIN Daniel – Mme CHARBONNIER Laëticia – M. JOBARD David

Était absent excusé : Mme COMPARAT Laure, Mme GUINEBERTEAU, Mme CASSIN Inès, M. BELLANGER Fabien

Secrétaire de séance : M. DILÉ Maurice

DCM2024.035 – CHARTE EN FAVEUR D'UN DEVELOPPEMENT PARTAGE DES ENERGIES RENOUVELABLES

Madame le Maire expose qu'en Pays de la Loire, le Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (SRADDET) fixe, entre autres, l'objectif d'atteindre 100 % de la consommation d'énergies régionales par des énergies renouvelables et la neutralité carbone à l'horizon 2050.

Ainsi dans le cadre de son Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), Cholet Agglomération conduit la stratégie politique suivante :

- tendre vers une décarbonation totale et préserver la qualité de l'air, notamment en réduisant la consommation d'énergie, en augmentant la production d'énergies renouvelables et en développant les puits de carbone,
- conforter la richesse environnementale et écologique, notamment la biodiversité, et renforcer le "poumon vert" de l'agglomération,
- assurer une gestion équilibrée et durable de l'eau.

Ces orientations visent à l'autonomie énergétique pour 2050 et à porter la part des énergies renouvelables à 90,5 % de la consommation énergétique du territoire de l'agglomération. Pour atteindre cet objectif, le développement des projets d'énergies renouvelables d'envergure constitue un chemin incontournable. Cependant, face à la multiplication des sollicitations des porteurs de projets auprès des élus locaux, et pour appréhender ces projets au-delà de l'échelon communal, il est apparu nécessaire aux communes membres de Cholet Agglomération de se doter d'une charte commune afin de partager les conditions du développement local des énergies renouvelables en vue de développer des projets de qualité, intégrés au mieux dans l'environnement et le paysage local tout en maîtrisant les retombées économiques sur le territoire.

Cette charte encadre les projets d'énergies renouvelables de tout type (solaire, éolien, méthanisation, géothermie, biomasse...) et localisés sur le territoire de Cholet Agglomération, avec une attention particulière pour les projets éoliens, solaires d'ampleur et de méthaniseurs. Elle vise à identifier les engagements de ses signataires et leurs attentes vis-à-vis des porteurs de projets. Le cas échéant, des dispositifs d'accompagnement ou de soutien seront proposés, filière par filière.

Les engagements généraux de Cholet Agglomération et des communes du territoire ainsi que la création d'un schéma de gouvernance doivent favoriser le bon déroulement des projets d'énergies renouvelables.

Cette charte propre au territoire de Cholet Agglomération s'inscrit dans les principes de la charte départementale en faveur des projets d'énergies renouvelables à gouvernance locale. Cette dernière est déployée avec l'appui de structures expertes (réseau des énergies citoyennes en Pays-de-la-Loire – RECIT, SIEMML, etc.) et vise à proposer un cadre commun aux co-porteurs de ces projets en vue de faciliter leur coopération.

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2121-29,
Vu la délibération n° VII-6 du Conseil de Communauté du 20 janvier 2020, approuvant l'engagement de la démarche d'élaboration du Plan Climat Air Energie Territorial,
Considérant l'intérêt à s'inscrire dans une démarche globale de transition énergétique en favorisant et maîtrisant le développement des projets d'énergies renouvelables,

DELIBERE

Nombre de	16
Votants	
Abstention	0
Voix « Contre »	0
Voix « Pour »	16

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents, le Conseil Municipal :

APPROUVE la charte en faveur d'un développement partagé des énergies renouvelables, annexée à la présente délibération.

AUTORISE Madame le Maire à signer ladite charte et tous les documents afférents.

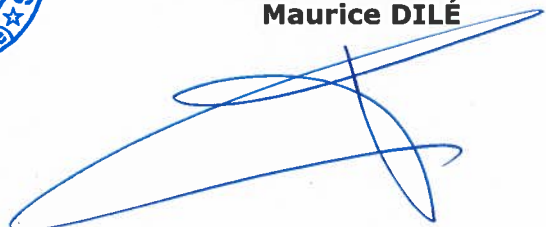
Fait et délibéré les jours, mois et an susdits. Au registre suivent les signatures.

A Trémentines, le 10 avril 2024.

LE MAIRE
Jacqueline DELAUNAY



Le SECRÉTAIRE de séance
Maurice DILÉ



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Le dix avril deux mille vingt-quatre, à vingt heures, le Conseil Municipal, légalement convoqué le cinq avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à la Mairie sous la présidence de Madame DELAUNAY Jacqueline, Maire.

NOMBRE de CONSEILLERS	
EN EXERCICE	20
PRÉSENTS	16
QUORUM	11
POUVOIRS	0
VOTANTS	16

Étaient présents : M. DILÉ Maurice – Mme LEFORT Sophie – M. POITOU Nicolas – Mme RAUD Virginie – M. BARANGER Arnaud, Adjoints
Mme ONILLON Blandine – M. RIGOULAY Michel, Conseillers délégués
M. FONTENEAU Jean-Claude – Mme CHERBONNIER Georgette – M. SAUVÊTRE Pascal – Mme LEROUX Sandrine – Mme ÉMERIAU Maud – M. BONNIN Daniel – Mme CHARBONNIER Laëtitia – M. JOBARD David

Était absent excusé : Mme COMPARAT Laure, Mme GUINEBERTEAU, Mme CASSIN Inès, M. BELLANGER Fabien

Secrétaire de séance : M. DILÉ Maurice

DCM2024.036 – CONVENTION RELATIVE A LA PARTICIPATION FINANCIERE DE LA COMMUNE AU CENTRE MEDICO-SCOLAIRE

Madame le Maire rappelle à l'assemblée que la commune bénéficie des services du Centre Médico-Scolaire (CMS) de Cholet.

Le Centre Médico-Scolaire a pour vocation l'organisation des bilans de santé, en particulier l'examen obligatoire à l'âge de 6 ans, l'identification et le suivi des enfants présentant un problème de santé, un handicap ou des difficultés d'adaptation scolaire afin de leur permettre de vivre au mieux leur scolarité.

Le CMS intervient sur une zone géographique déterminée, regroupant plusieurs établissements des premier et second degrés publics et privés.

Les articles L. 541-1 et L. 541-3 du code de l'éducation, issus de son ordonnance n° 45-2407 du 18 octobre 1945 et de son décret d'application n° 46-2698 du 26 novembre 1946, font obligation aux communes de plus de 5000 habitants d'organiser un Centre Médico-Scolaire et de mettre les locaux scolaires nécessaires à la disposition du service de santé scolaire.

Ainsi, la ville de Cholet héberge le CMS dans des locaux municipaux. Jusqu'en 2018, Cholet prenait en charge l'intégralité de ses dépenses de fonctionnement. Depuis, chacune des communes situées dans le périmètre d'intervention du CMS participe financièrement à ces charges, au prorata des effectifs scolaires communiqués par la Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale de Maine-et-Loire.

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de l'éducation et notamment ses articles L. 541-1, L. 541-3, D.541-3 et D.541-4,
Considérant la convention présentée par la ville de Cholet,

Madame le Maire demande l'autorisation du Conseil Municipal de signer la nouvelle convention définissant les conditions financières qui s'imposent à notre commune à savoir 756,30 €, étant convenu que ce montant sera constant pour toute la durée de la convention fixée pour l'année scolaire en cours et pour les deux années scolaires à venir.

DELIBERE

Madame le Maire invite le Conseil Municipal est à se prononcer sur la proposition :

Nombre de	16
Votants	
Abstention	2
Voix « Contre »	0
Voix « Pour »	14

Après en avoir délibéré et à la majorité des membres présents, le Conseil Municipal :

APPROUVE la convention d'utilisation des locaux de la ville de Cholet, définissant les conditions financières qui s'imposent à la commune de Trémentines,

DONNE DELEGATION à Madame le Maire afin de signer ladite convention et tous les documents afférents.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits. Au registre suivent les signatures.

A Trémentines, le 10 avril 2024.

LE MAIRE
Jacqueline DELAUNAY



Le SECRÉTAIRE de séance
Maurice DILÉ



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Le dix avril deux mille vingt-quatre, à vingt heures, le Conseil Municipal, légalement convoqué le cinq avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à la Mairie sous la présidence de Madame DELAUNAY Jacqueline, Maire.

NOMBRE de CONSEILLERS	
ENEXERCICE	20
PRÉSENTS	16
QUORUM	11
POUVOIRS	0
VOTANTS	16

Étaient présents : M. DILÉ Maurice – Mme LEFORT Sophie – M. POITOU Nicolas – Mme RAUD Virginie – M. BARANGER Arnaud, Adjoints
Mme ONILLON Blandine – M. RIGOULAY Michel, Conseillers délégués
M. FONTENEAU Jean-Claude – Mme CHERBONNIER Georgette – M. SAUVÊTRE Pascal – Mme LEROUX Sandrine – Mme ÉMERIAU Maud – M. BONNIN Daniel – Mme CHARBONNIER Laëtitia – M. JOBARD David

Était absent excusé : Mme COMPARAT Laure, Mme GUINEBERTEAU, Mme CASSIN Inès, M. BELLANGER Fabien

Secrétaire de séance : M. DILÉ Maurice

DCM2024.037 – DELEGATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL A MADAME LE MAIRE : RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Madame le Maire rappelle à l'assemblée qu'en vertu des délibérations du Conseil Municipal en date du 10 juin 2020, portant délégations à Madame Maire, le Conseil Municipal est informé des décisions prises depuis sa dernière réunion :

- **La souscription d'emprunts ou de lignes de trésorerie : Néant**
- **L'exercice du droit de préemption :**

N° de décision	Nom du propriétaire	Adresse du bien soumis	Référence cadastrale et superficie	Décision
DIA24C0005	GEINDREAU Jean-Marie et Christiane	19 rue de la Vigne	AM159 1600m ²	Renonciation
DIA24C0006	LAURENDEAU Jeanne-Marie	10 rue Hector Berlioz	AB857 621m ² AB858 600m ²	Renonciation
DIA24C0007	CHÉNÉ Bernard et Françoise	20 rue du Général de Gaulle	AB267 405m ² AB259 87 m ²	Renonciation
DIA24C0008	GRANNEAU Quentin	5 rue du Maine	B1301 180m ²	Renonciation

- **La délégation pour la préparation, la passation et l'exécution des marchés publics :**

N° de décision	Date	Objet du marché	Attributaire	Montant HT
DEC2024/001	02/04/2024	Contrat d'assistance défibrillateur	CARDIOUEST	500,00 €

- **La signature de contrats d'assurance : Néant**
- **De la création ou modification des régies comptables : Néant**
- **De la procédure pour ester en justice (en défense et en demande) : Néant**

DELIBERE

Madame le Maire propose aux membres du Conseil Municipal :

DE PRENDRE ACTE du rapport présenté.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits. Au registre suivent les signatures.

A Trémentines, le 10 avril 2024.

LE MAIRE
Jacqueline DELAUNAY



Le SECRÉTAIRE de séance
Maurice DILÉ



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Le dix avril deux mille vingt-quatre, à vingt heures, le Conseil Municipal, légalement convoqué le cinq avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à la Mairie sous la présidence de Madame DELAUNAY Jacqueline, Maire.

NOMBRE de CONSEILLERS	
EN EXERCICE	20
PRÉSENTS	16
QUORUM	11
POUVOIRS	0
VOTANTS	15

Étaient présents : M. DILÉ Maurice – Mme LEFORT Sophie – M. POITOU Nicolas – Mme RAUD Virginie – M. BARANGER Arnaud, Adjoints
Mme ONILLON Blandine – M. RIGOULAY Michel, Conseillers délégués
M. FONTENEAU Jean-Claude – Mme CHERBONNIER Georgette – M. SAUVÊTRE Pascal – Mme LEROUX Sandrine – Mme ÉMERIAU Maud – M. BONNIN Daniel – Mme CHARBONNIER Laëtitia – M. JOBARD David

Était absent excusé : Mme COMPARAT Laure, Mme GUINEBERTEAU, Mme CASSIN Inès, M. BELLANGER Fabien

Secrétaire de séance : M. DILÉ Maurice

DCM2024.033 – DELEGATION DE COMPETENCE POUR UNE AUTORISATION D'URBANISME

Afin de prévenir tout conflit d'intérêt, Madame Jacqueline DELAUNAY, Maire, quitte la séance.

- Vu le Code de l'Urbanisme notamment l'article L 422-7,
 - Vu le dépôt du permis de construire enregistré sous le n° PC 049 355 24 C0003 déposée le 12 février 2024 par Madame Jacqueline DELAUNAY concernant la construction d'une maison neuve,
 - Considérant que Madame le Maire est intéressée à titre personnel au projet énoncé ci-dessus, Monsieur DILE, élu Président de séance pour ce point de l'ordre du jour, donne lecture au conseil municipal de l'article L 422-7 du code de l'urbanisme : « Si le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale est intéressé au projet faisant l'objet de la demande de permis ou de la déclaration préalable, soit en son nom personnel, soit comme mandataire, le conseil municipal de la commune ou l'organe délibérant de l'établissement public désigne un autre de ses membres pour prendre la décision. »
- Considérant que Madame le Maire est intéressée à titre personnel au projet énoncé ci-dessus.

Il appartient au conseil municipal de désigner un de ses membres pour prendre la décision de se prononcer sur la délivrance de l'autorisation d'urbanisme à l'issue de la phase d'instruction.

DELIBERE

En l'absence de Madame le Maire, Maurice DILE, 1er Adjoint, propose au Conseil Municipal de désigner Jean-Claude FONTENEAU, conseiller municipal, pour délivrer les autorisations d'urbanisme, les modificatifs et l'ensemble des documents liés au PC.

Nombre de Votants	15
Abstention	1
Voix « Contre »	0
Voix « Pour »	14

Après en avoir délibéré et à la majorité des membres présents, le Conseil Municipal :

DÉSIGNE Jean-Claude FONTENEAU, conseiller municipal, pour délivrer les autorisations d'urbanisme, les modificatifs et l'ensemble des documents liés au PC 049 355 24 C0003,

PRECISE que cette délégation concerne uniquement ce dossier.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits. Au registre suivent les signatures.

A Trémentines, le 10 avril 2024.

LE MAIRE
Jacqueline DELAUNAY



Le SECRÉTAIRE de séance
Maurice DILÉ

